

CONSTRUIRE

ENSEMBLE
L'AVENIR



**FINANCER UNE REPRISE DURABLE
POUR L'AVENIR DE TOUS**



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique



SOMMAIRE EXÉCUTIF

Les dommages économiques causés par COVID-19 aux économies en développement peuvent être transformés de menace pour la croissance mondiale en accélérateur de la prospérité mondiale. Un soutien financier rapide, élaboré et déployé de concert entre les pays en développement et les principaux acteurs de l'économie mondiale, publics et privés, permettra de réinjecter une dynamique de croissance dans des économies qui figuraient parmi celles qui enregistraient la croissance la plus rapide au monde avant la pandémie. Les économies émergentes et en développement, à l'exception de la Chine, représentent déjà près de 40 % de la production mondiale ; leur relance sera importante pour la reprise dans le monde développé. Un déficit de financement prolongé infligera des séquelles durables sur les marchés du travail, la cohésion sociale et les entreprises de tous les marchés émergents et mettra en péril nos objectifs mondiaux communs.

La croissance économique et sociale de l'Afrique constituera une part importante de l'avenir de la croissance économique mondiale. Le potentiel de sa population jeune et croissante, ainsi que les possibilités d'investissement et de productivité

dans sa zone de libre-échange en cours de développement, sa dynamique de communication et de numérisation, sa biodiversité, ses puits de carbone mondiaux et son potentiel d'énergie renouvelable sont tous des éléments de premier plan d'une économie mondiale durable. Transformer le continent en **une puissance mondiale de l'avenir**, telle est la vision de l'Agenda 2063 et la tâche des objectifs de développement durable (ODD) en Afrique pour 2030.

Pourtant, les progrès vers la réalisation de cette vision sont menacés par une crise de liquidité, due au facteur exogène qu'est la COVID-19. Les gouvernements africains ont déjà pris toutes les mesures possibles, en consacrant entre 1 et 7 % de leur PIB à des plans de relance nationaux. Le succès relatif des États africains dans la lutte contre la pandémie est en soi un signe positif. Les entrées de capitaux, les transferts de fonds et les revenus diminuent toutefois partout et l'activité économique est freinée par la pandémie. Les pays sont entrés dans la crise à des stades différents de leur développement économique, et certains étaient déjà au bord de l'insolvabilité. Aujourd'hui, même les économies les plus fortes auront du mal à survivre à une crise de liquidités persistante, provoquée par les vagues successives de la pandémie dans le monde. Si les décideurs politiques mondiaux restent indifférents ou frileux dans leur réponse, la résilience de l'Afrique sera brisée. Il s'agit d'une responsabilité partagée.

On ne pourra pas rétablir et soutenir la croissance mondiale si un grand nombre de pays ne peuvent pas accéder aux mêmes outils financiers de

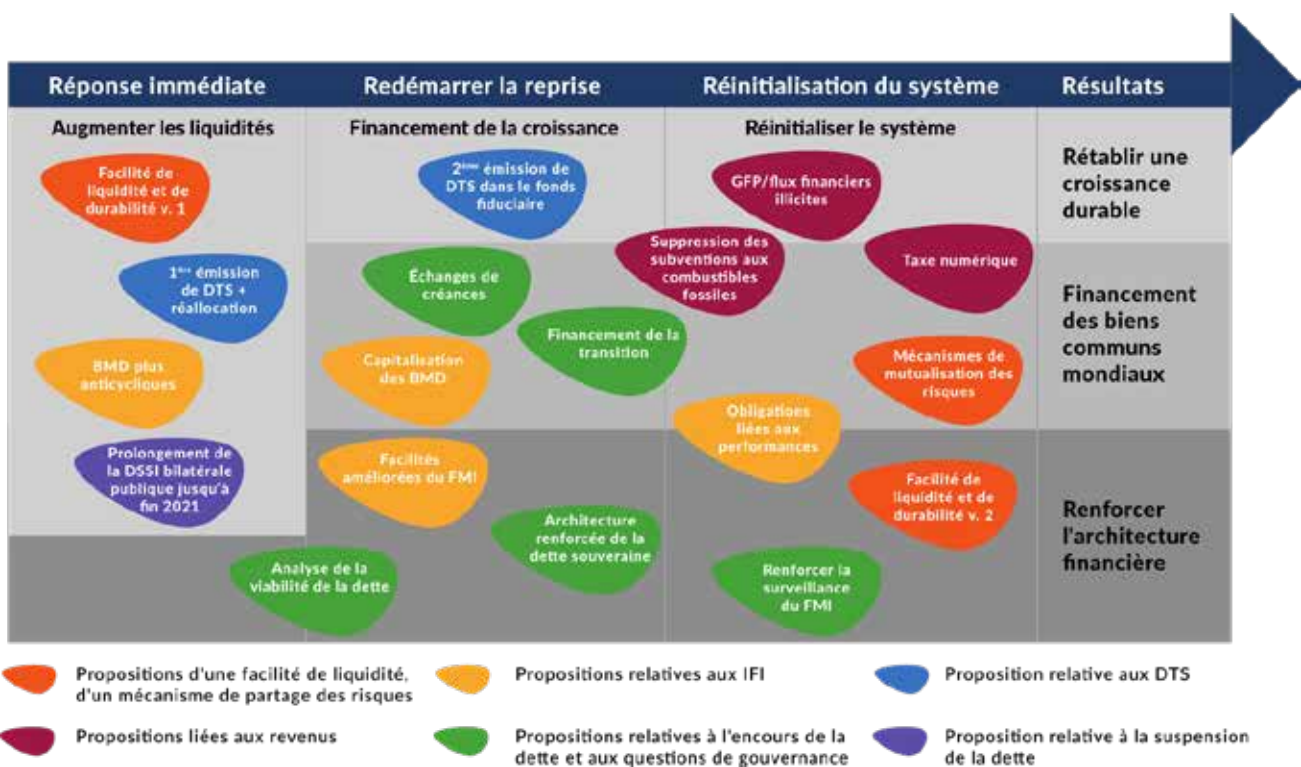
riposte et de relance que ceux dont bénéficient les économies les plus riches du monde. Ces derniers ont déployé plus de 13 000 milliards de dollars, dont moins de 1 % a été mis à la disposition des économies émergentes et moins de 100 milliards de dollars à l'Afrique. De ce fait, la réponse africaine a été moins agressive et l'impact économique sera plus profond, ce qui compromettra une reprise économique de qualité¹. Au-delà de la réponse à la menace immédiate, la reprise sera plus durable grâce à des mesures visant à fournir un financement à plus long terme pour atteindre les objectifs de développement.

Il convient maintenant de prendre des mesures plus importantes pour orchestrer une reprise mondiale synchronisée. Les filets de sécurité financière et les mesures anticycliques doivent être partagés. Les expériences passées, comme la décennie perdue de l'Amérique latine dans les années 80/90, montrent qu'il est bien moins

coûteux pour l'économie mondiale d'**agir rapidement, de rétablir les liquidités et de favoriser la croissance, que d'essayer de gérer une crise de solvabilité désordonnée.**

Ce document propose une **feuille de route** en trois volets **d'actions précises et réalisables dans la phase actuelle de réponse à la crise, qui prévoit des actions stratégiques dans les phases ultérieures de reprise et de réinitialisation. Il n'existe pas de solution qui convienne à toutes les situations.** Toutefois, il s'agit de mesures immédiates qui peuvent et doivent être prises par les économies en développement et développées, par le secteur public et privé ensemble, pour restaurer la liquidité, gérer l'insolvabilité et jeter les bases de la reprise, en poursuivant le processus de redémarrage du système et en mettant en œuvre l'Agenda 2063 et les ODD.

Les formes montrent l'enchaînement des options à travers les différentes phases, en s'appuyant sur celles proposées dans la première.



Au cours des 3 à 6 prochains mois, la communauté mondiale peut fournir des liquidités importantes, jusqu'à 500 milliards de dollars, grâce à quatre **mesures de réponse immédiates** :

1. Prolongation immédiate de l'initiative du service de suspension de la dette (DSSI) jusqu'à fin 2021, éventuellement jusqu'à fin 2022. Le service de la dette extérieure bilatérale du secteur public envers les pays de l'Association internationale de développement (IDA) est de 15,9 milliards de dollars pour la seule année 2021
2. Émission d'une première série de droits de tirage spéciaux (DTS), avec une certaine réallocation des DTS existants (500 milliards de dollars pour toutes les économies frontalières afin de garantir l'accès aux marchés des changes et de soutenir les banques nationales de développement et le secteur privé)
3. Mise en place d'une facilité de liquidité et de durabilité (LSF- acronyme anglais), afin de réduire les coûts d'emprunt en garantissant que les obligations de la dette à court terme peuvent être respectées (50 milliards de dollars, qui pourraient être portés à 250 milliards de dollars)
4. Augmentation des prêts des banques multilatérales de développement (BMD), en recourant à leurs bilans existants, en assouplissant les lignes directrices de la politique de gestion des risques (100 milliards de dollars de prêts supplémentaires à l'Afrique).

Dans le même temps, la communauté mondiale peut optimiser une stratégie pour mettre en œuvre les options décrites dans les dernières étapes de cette feuille de route pour garantir que l'ensemble des mesures profite à tous les citoyens de manière durable. Ces mesures doivent être

mises en place entre le milieu et la fin de l'année 2021 et jusqu'en 2023, ce qui représente un financement total supplémentaire de 1 000 milliards de dollars, nécessaire pour réinitialiser les économies :

- **Stimuler la reprise** : Capitalisation des BMD et renflouement de l'IDA ; nouvelles émissions de DTS ; développement de la LSF pour faciliter le développement des marchés en réduisant leur volatilité et en augmentant leur profondeur ; et poursuite de l'évolution des instruments de dette - jusqu'à 500 milliards de dollars au fil du temps.
- **Réinitialisation système**: Obligations liées au ODD ; mesures budgétaires, notamment en s'appuyant sur l'initiative relative à l'érosion de la base d'imposition et au transfert de bénéfices (BEPS) ; élaboration d'une approche plus ordonnée de la dette - levée de 500 milliards de dollars supplémentaires à moyen terme.

Ces questions urgentes peuvent être traitées à des moments clés de l'agenda de l'économie mondiale en 2020 et 2021 :

- Le sommet extraordinaire des ministres des finances et le sommet des chefs d'État du G20 de 2020
- Définition des agendas du G7 et du G20 pour 2021, en collaboration avec les présidences britannique et italienne
- Engagement bilatéral avec les États-Unis pour débloquer les DTS et d'autres actions multilatérales
- Le sommet de l'Union africaine en février 2021
- Les sommets des sherpas, des ministres et des chefs d'État du G7 au cours du premier semestre 2021

- Les sommets des sherpas, des ministres des finances et des chefs d'État du G20 en 2021
- Réunion de printemps du FMI et de la Banque mondiale (BM) en avril 2021
- Le sommet de mai 2021 sur le financement des économies des pays africains, organisé par la France
- Les sommets des banques centrales en 2021.

Un engagement en faveur de cette approche permettra à la communauté internationale de financer la reprise, de soutenir le redémarrage du système financier et économique sur les marchés émergents et frontières, et de garantir que l'Afrique, en particulier, se remette sur la voie de 2030, en assurant un avenir meilleur à ceux qui auraient sinon été laissés pour compte.

Introduction

Ce document examine les possibilités permettant d'accroître la marge de manœuvre budgétaire des économies émergentes et frontières en réponse à la crise. Il met tout particulièrement l'accent sur l'Afrique. Une action rapide permet non seulement de soutenir les pays en développement, mais aussi de placer l'économie mondiale sur une base de croissance plus durable et à long terme.

La crise économique provoquée par la COVID-19 compromet les perspectives de croissance mondiale en portant préjudice aux économies en développement à croissance rapide. Il s'agira d'une crise pluriannuelle. Les pays n'atteindront pas leur niveau de production de 2019 avant de nombreuses années². Plus de 100 millions de personnes pourraient basculer dans l'extrême pauvreté³.

Ces pays connaissent une crise de liquidité. Ils ont été durement touchés par la crise économique, malgré des niveaux variables de succès dans la lutte contre la pandémie. Le risque est exacerbé par leurs ressources financières plus limitées. Les pays africains ont vu leurs revenus et leurs entrées de capitaux s'effondrer. Certains ont un accès réduit ou onéreux et prohibitif aux marchés internationaux des capitaux, ou ont des marchés intérieurs limités ou peu profonds. Le soutien apporté aux budgets des pays d'Afrique subsaharienne dans le cadre de la COVID-19 s'est élevé à 3 % du PIB, soit environ 25 % de la proportion décaissée par les pays développés⁴. De plus, quelques pays sont confrontés à des problèmes de solvabilité plus profonds, qui devront être résolus.

Une réponse urgente et efficace à cette crise de liquidité dans les économies africaines et en développement du monde entier est importante pour l'économie mondiale. Cette crise pluriannuelle exige des actions soutenues pour placer les pays sur une trajectoire leur permettant de mieux progresser - et pas seulement une solution à court terme⁵. D'ici 2040, l'Afrique aura le plus grand réservoir de main-d'œuvre au monde et sera une place majeure pour les investissements. 40 % de la main-d'œuvre jeune du monde sera africaine. Prendre des mesures efficaces dès maintenant permettra d'éviter la perte à long terme de la capacité économique qui suivrait une crise prolongée. Le monde soutiendrait le développement continu de nouveaux marchés et le nouvel atelier du monde, moteur de créativité et d'énergie des jeunes.

Ce document montre comment apporter l'aide financière nécessaire pour permettre aux pays de mieux reconstruire, en utilisant les plans de relance de leur choix, mais en tirant parti de l'effet de levier pour accélérer notre reprise collective.

Le monde a besoin d'une action immédiate et audacieuse

Toutes les économies en développement ont été touchées par la pandémie et le choc économique⁶. Beaucoup ont bien résisté à la première série de chocs économiques. Cela dit, ils ont utilisé une bonne partie de leur marge de manœuvre budgétaire⁷. En 2021, le PIB des pays d'Afrique subsaharienne sera inférieur de 14 % à celui d'avant la crise provoquée par la COVID-19⁸.

Les gouvernements épuisent leurs ressources dans la mesure où les fonds publics rares sont nécessaires à la réponse sanitaire pour combattre la pandémie⁹. La baisse des investissements intérieurs (publics et privés) freine la croissance actuelle et réduit les dépenses en infrastructures nécessaires. Les investissements directs étrangers (IDE), essentiels à la diversification, devraient se contracter de 25 à 40 % en 2020^{10,11}. Les envois de fonds devraient diminuer de 7 % par rapport à l'année précédente¹². L'aide bilatérale des principaux bailleurs de fonds¹³ comme l'Australie et le Royaume-Uni¹⁴ est menacée. De nombreux pays ont une dette importante : sur les 73 pays éligibles à l'initiative de suspension du service de la dette du G20, 43 dépenseront plus pour le service de la dette que pour les soins de santé en 2020¹⁵. Ils sont donc dangereusement exposés à une crise prolongée et, dans certains cas, à des catastrophes naturelles : les fonds de réserve nationaux destinés aux catastrophes, notamment dans les Caraïbes, ont été épuisés.

À l'heure actuelle, les mécanismes traditionnels permettant d'accroître la marge de manœuvre budgétaire, comme la réduction des dépenses ou l'augmentation des impôts, sont totalement inadaptés.

Les économies avancées peuvent émettre de la dette à des taux d'intérêt historiquement bas. L'Italie, dont le ratio dette/PIB est par exemple

supérieur à 155 %, peut encore accéder aux marchés à 0,2 % pour une obligation à 5 ans. En revanche, les économies émergentes et en développement restent confrontées à des marchés de financement volatils, coûteux et procycliques. Il s'agit d'un problème systémique qui va au-delà des conditions préexistantes et qui concerne la structure des marchés. Et bien que certains pays soient entrés dans la crise avec des niveaux de dette/PIB existants élevés, la COVID-19 est indépendante et ne respecte pas la bonne gestion macroéconomique antérieure. En revanche, l'accès des gouvernements africains aux marchés diminue et, dans certains cas, se ferme. Les cinq pays d'Afrique subsaharienne qui devaient émettre des euro-obligations entre mars et juin 2020 ont retiré leur offre¹⁶, et seuls deux pays africains, le Maroc et l'Égypte, ont fait appel aux marchés jusqu'à présent cette année, contre neuf à la même époque l'année dernière. Tous ces facteurs augmentent le coût des capitaux et de la dette, et l'accès aux marchés de la dette n'est pas lié aux besoins.

Les besoins de financement extérieur de l'Afrique subsaharienne en 2020-23 s'élèvent à environ 900 milliards de dollars, et la source de 130 à 400 milliards de dollars de ce montant n'est pas encore claire¹⁷. Les analystes du marché suggèrent désormais que près de 40 % de la dette extérieure des pays émergents et des marchés frontières risque de ne pas être remboursée dans les douze prochains mois¹⁸.

En effet, les économies émergentes et en développement sont prises au piège d'un « cercle vicieux », où elles doivent choisir entre le remboursement de leur dette ou le soutien de leurs systèmes de santé, alors que leurs dépenses dans des domaines tels que l'éducation, la réduction de la pauvreté, la croissance à long terme et la résilience climatique sont menacées. Ce dilemme insoluble crée un risque d'effondrement économique à long terme dans le monde entier.

En agissant rapidement et efficacement dès maintenant, la communauté internationale peut s'atteler à ce problème de liquidité et soutenir et financer la reprise dans les économies en développement. Ce faisant, elle ne se contentera pas de s'attaquer à la crise actuelle, mais elle soutiendra la croissance à long terme de l'économie mondiale.

En revanche, si l'on ne prend pas de mesures décisives maintenant, ou si l'on en fait trop peu et trop tard¹⁹, on risque de laisser passer l'occasion de commercer avec un continent dynamique et en rapide croissance, tout en augmentant les risques de conflits²⁰, de souffrances humaines et de flux migratoires. La décennie perdue de l'Amérique latine dans les années 80/90 montre que, là où la dette est devenue insoutenable, tout retard dans l'action entraîne des coûts à long terme²¹. Agir rapidement pour fournir des liquidités supplémentaires pour satisfaire les besoins de dépenses à court terme des économies qui avaient de bons fondamentaux avant la crise est un impératif économique autant que moral, même si nous travaillons déjà à la restructuration des économies insolubles.

Sans injections importantes de liquidités et de financement à long terme pour le développement, surtout dans le secteur de l'énergie, le continent pourrait ne pas être en mesure de réaliser sa vision 2063²², à savoir optimiser les avantages de la zone de libre-échange continentale africaine et réaliser ses perspectives de développement vert.

Fort heureusement, il existe des actions concrètes que les pays africains et la communauté internationale peuvent prendre ensemble pour y remédier.

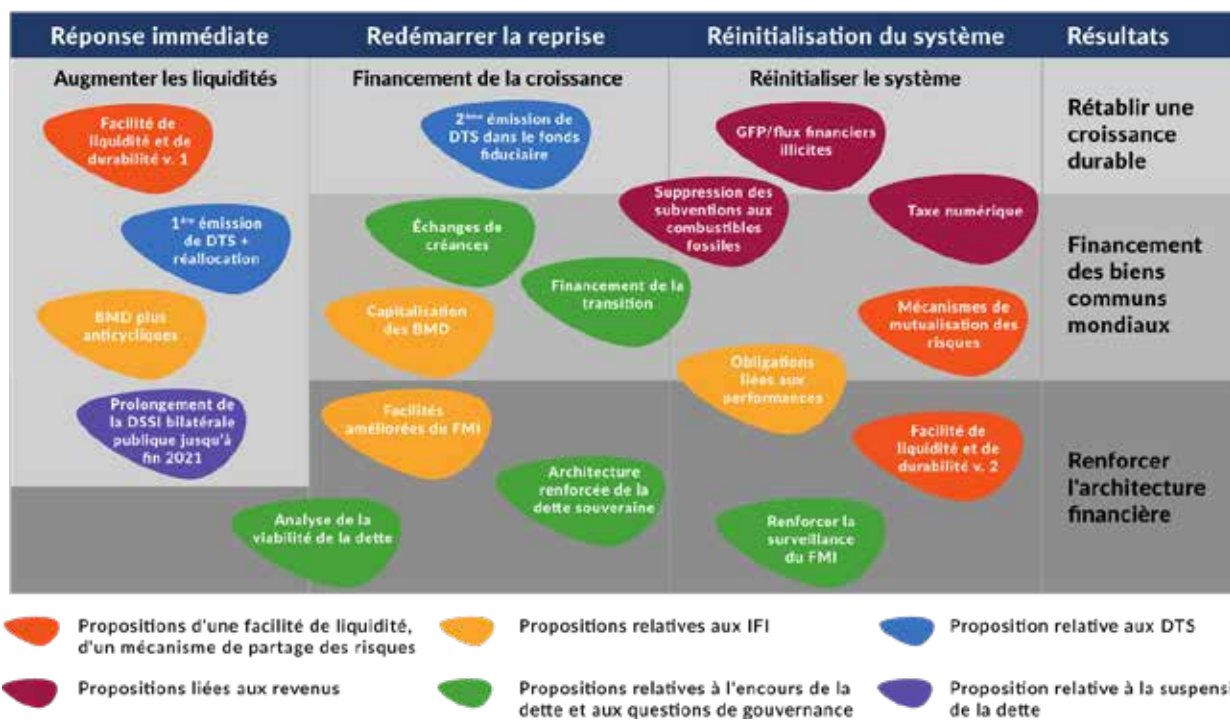
De la réponse, à la reprise et à la réinitialisation

Cette feuille de route définit la voie que doit emprunter l'économie mondiale, si elle veut passer de la crise à la réussite. Il s'agit d'un guide général, car il n'existe pas de solution unique pour soutenir tous les pays. **Une action rapide pour financer ce parcours doit tenir compte de l'hétérogénéité des situations de départ des pays et de leurs expériences de la crise. Elle doit également fournir un ensemble de solutions qui évoluent dans le temps, en même temps que la crise.** Compte tenu de la nature pluriannuelle de la crise, les pays auront besoin de différents menus d'options, y compris le financement à long terme du développement, pour s'engager sur la voie de la reprise.

Les options de la feuille de route font la synthèse des propositions existantes²³. Elles indiquent le chemin critique stratégique, à la fois pour fournir des liquidités à court terme aux pays, gérer l'insolvabilité, le cas échéant, et jeter les bases d'une action future.

Une réponse stratégique qui évolue avec la crise

Cette crise continuera d'arriver par vagues, à mesure que les cas de COVID-19 augmenteront et diminueront dans les pays. Cela étant, pour faire face à la crise et prendre les mesures nécessaires pour débloquer des fonds, il faudra globalement trois phases interdépendantes, comme le montre la figure ci-dessous.



Les formes montrent l'enchaînement des options au cours des différentes phases, en s'appuyant sur celles proposées au cours de la première phase.

Dans la phase de riposte immédiate, l'accent doit être mis sur la confiance marchés, des entreprises, travailleurs et entrepreneurs des différents pays dans le fait que la crise de liquidité actuelle ne déclenchera pas une crise de solvabilité généralisée, ce qui aurait pour effet de donner le coup de grâce aux pays dont les fondamentaux sont solides par ailleurs et d'aggraver les difficultés rencontrées par les pays plus fragiles. Plus le soutien de la liquidité à court terme se fait rapidement et avec efficacité, plus la reprise ultérieure peut être rapide et forte.

Alors que la première phase, la réponse urgente, doit intervenir dès maintenant, les deuxième et troisième phases devront être mises en œuvre dans des délais courts. Cela signifie que la planification doit être effectuée dès la mise en œuvre de la première phase. Cela permettra de s'assurer que les mesures des phases ultérieures sont prêtes à être mises en œuvre. Mais le simple fait de les planifier d'ores et déjà renforcera la

crédibilité de cette action future. La confiance de la communauté internationale, des populations et des entreprises nationales s'en trouvera renforcée. Cette confiance accélérera elle-même la reprise.

De plus, les trois phases doivent fonctionner ensemble. Au fur et à mesure que les économies se redresseront, elles devront rassurer les marchés sur leur capacité de résilience future : plus les pays communiqueront sur la manière dont ils se redresseront et réinitialiseront leurs systèmes économiques, plus il sera facile de réunir les financements nécessaires à cette croissance et plus celle-ci sera rapide.

Cela étant, certains pays devront s'attaquer d'urgence à leurs problèmes d'endettement plus graves. Avant la crise, plus de dix pays africains étaient fortement exposés au risque de surendettement ou étaient déjà surendettés. Ces pays auront besoin d'un cadre de résolution de la dette comme premier ordre de priorité.

Le nouveau cadre commun du G20²⁴ sur une restructuration de la dette devrait servir à cette fin. Toutefois, les mesures prévues dans cette feuille de route aideront à terme ces pays à progresser eux aussi.

Réponse immédiate

Cette crise **resserre les finances publiques nationales** et bloque l'accès aux financements internationaux. Cette incertitude, ainsi que la situation économique et sanitaire générale, rendent la reprise extrêmement fragile ou hors de portée.

Par conséquent, la communauté internationale doit **agir rapidement, de manière visible et crédible** pour accroître les liquidités des gouvernements, en donnant au **secteur privé (au niveau mondial et national) la confiance nécessaire pour accroître leurs investissements**. Ces actions doivent créer de nouveaux financements dès maintenant, pour stimuler une croissance future durable.

Jusqu'à présent, le soutien international a été trop timide et trop limité. Un ensemble plus complet de mesures de soutien des liquidités enverra un signal clair à toutes les parties, indiquant qu'il existe une volonté internationale d'empêcher l'effondrement des économies des pays solvables. Plus une telle action est reportée, plus les ressources publiques internationales et nationales nécessaires pour atteindre le même résultat seront importantes. Ces mesures doivent être mises en œuvre dans des délais très courts et sans qu'il soit nécessaire de recourir à de longues procédures d'approbation ou à une réforme institutionnelle.

La première mesure, qui est aussi la plus simple, consiste à annoncer immédiatement la prolongation de l'initiative de suspension du service de la dette (DSSI) jusqu'à la fin de 2021, et à envisager son prolongement jusqu'en 2022.²⁵ La DSSI est une initiative bilatérale publique opportune, mais une prolongation partielle est à

la fois trop court-termiste et insuffisante pour les circonstances actuelles. L'incertitude quant à sa prolongation d'une année entière provoque déjà des incertitudes à la fois pour les marchés et les pays, et des écarts de taux de plus en plus importants. Cela limite la capacité des pays à planifier la mise en œuvre de programmes significatifs pour protéger leurs citoyens au-delà du milieu de l'année prochaine, sans parler de la limitation des dommages structurels à long terme pour leurs économies. L'extension de la DSSI, qui englobe tous les créanciers bilatéraux, y compris les entreprises publiques (EP), permettra aux gouvernements de redéployer les fonds actuellement retenus pour le paiement des intérêts futurs vers les secteurs où ils devraient être dépensés. La Chine, comme le reste des créanciers de la DSSI, pourrait améliorer et accélérer le soutien qu'elle a offert jusqu'à présent en fournissant un cadre centralisé - un guichet unique - où toute la dette envers le gouvernement et les entreprises publiques chinoises pourrait être négociée. Tous les pays devraient quant à eux observer les principes du G20 pour la transparence de la dette. Les agences de notation ont jusqu'à présent soutenu l'initiative et aucun pays n'a été déclassé sur la base de la DSSI. Certaines banques commerciales et certains créanciers ayant des clauses de défaut croisé ont proposé des dérogations²⁶. Ce n'est pas le cas pour toutes les entités commerciales au niveau mondial. Des travaux supplémentaires sont nécessaires pour accorder des dérogations plus complètes à tous les pays.

Une nouvelle émission de 500 milliards de DTS (environ 650 milliards de dollars) devrait être autorisée par les membres du FMI. Cela pourrait apporter plus de 150 milliards de dollars de réserves supplémentaires aux économies de marché émergentes, dont 20 milliards de dollars directement aux pays à faible revenu (les DTS émis sont distribués aux pays membres du FMI au prorata de leur quote-part au FMI)²⁷. **Ceci devrait être lié à une réallocation des DTS** aux pays vulnérables afin d'augmenter les 6,8% que les pays

africains obtiendraient de droit d'une nouvelle émission. Il y a eu un précédent en 2008²⁸. Environ 85 % des droits de vote du FMI devraient approuver l'émission, ce qui signifie que le soutien des États-Unis à cette mesure est vital. Les DTS contribueront à soutenir le secteur privé en fournissant des lignes de liquidité, un meilleur accès aux devises et au financement du commerce et ils peuvent être utilisés pour recapitaliser les banques nationales de développement et financer les programmes en faveur des PME, notamment pour la création d'emplois.

Une facilité liquidité et de durabilité (LSF) de 50 milliards de dollars devrait être mis en place.

Cela permettrait de réduire les coûts d'emprunt en monnaies fortes des pays dont les fondamentaux macroéconomiques sont solides, et les aiderait à faire face à leurs obligations en matière de service de la dette²⁹.

Capitalisée par des prêts et des garanties des banques de développement et soutenue à terme par les banques centrales des pays développés, cette facilité permettrait de réduire les écarts de crédit et d'accroître les liquidités en offrant aux emprunteurs privés un financement attractif, garanti par des obligations éligibles émises par les pays en développement. La mise en place d'un marché prises de pensions profond, peu coûteux et liquide pour toutes les obligations des marchés émergents pourrait générer des économies de frais d'intérêt estimées entre 39 et 56 milliards de dollars sur une période de cinq ans.

Cette facilité est une occasion unique pour le système de financement du développement des institutions de mobiliser des capitaux privés, à l'échelle, pour réduire les coûts d'emprunt pour les entités publiques et privées, dans les pays en développement. Elle permettra de traiter l'ensemble de la dette commerciale privée des pays éligibles en 2021.

Rendre les banques multilatérales de développement (BMD) plus anticycliques. Les

BMD se sont engagées à débloquer 200 milliards de dollars au cours des dix-huit prochains mois, et le FMI a déclaré que 1 000 milliards de dollars, qui ne seront pas uniquement des financements concessionnels, seront mis à disposition. Toutefois, ces fonds seront insuffisants pour faire face à la crise pluriannuelle, et une partie de ce financement provient des BMD qui préalimentent leurs programmes de dépenses, ce qui pourrait se traduire par un déficit en 2021/2.

Les BMD, en tant que fournisseurs de financement anticyclique et décideurs de règles³⁰, devraient accroître leur soutien financier en utilisant leur capital exigible (garanties financières des actionnaires). De cette manière, les BMD pourraient augmenter de 160 %, soit 750 milliards de dollars, leur bilan³¹.

Les BMD disposent d'une marge de manœuvre considérable pour se développer considérablement dans les limites de leur triple A. De plus, elles devraient ramener leur ratio fonds propres/prêts à un niveau plus proche de celui des banques commerciales, soit 10 % (au lieu des 20 à 60 % avec lesquels elles opèrent habituellement). Plus que jamais, les banques publiques de développement³² – international, national and régional - doivent toutes jouer un rôle proactif dans la fourniture de financements anticycliques conformes à la fois aux ODD et à l'accord de Paris³³. Même les fonds de développement, comme ceux de l'Association internationale de développement (IDA), ont un potentiel important pour accorder davantage de prêts anticycliques, en augmentant leurs activités d'emprunt et de prêt sur le marché, et en débloquant leurs fonds déjà engagés, mais non encore décaissés ; cela représente des dizaines de milliards de dollars.

Les opérations des BMD doivent être plus transparentes afin que la communauté mondiale puisse suivre en permanence les décaissements des BMD, et pas seulement leurs engagements, en faveur de chaque pays bénéficiaire³⁴. Toutes les

BMD souscrivent à l'initiative internationale pour la transparence de l'aide, mais plusieurs d'entre elles ne mettent à jour les informations que sur une base semestrielle, ce qui est trop peu fréquent compte tenu de la crise actuelle.

L'accès aux facilités du FMI qui soutiennent les pays en cas de crise de la balance des paiements est souvent soumis à des conditions, à la fois *ex ante* et pendant la durée d'un programme soutenu par le Fonds. Ces conditions seront difficiles à définir pendant la crise actuelle, compte tenu de l'incertitude qui entoure les perspectives économiques et sanitaires. La capacité de ces **facilités d'urgence** (les instruments de financement rapide et la facilité de crédit rapide) devrait être élargie et les limites d'accès étendues.

L'ensemble des outils dont dispose le FMI pour soutenir les pays vulnérables devrait être élargi pour répondre à la nature particulière de la crise actuelle. Une facilité limitée dans le temps, spécifiquement conçue pour répondre aux problèmes auxquels sont confrontés les pays frappés par la pandémie, contribuerait à minimiser la stigmatisation associée aux demandes de soutien auprès du FMI, tout en réduisant la probabilité de défauts de paiement désordonnés et coûteux sur la dette souveraine³⁵. Dans le même temps, il est nécessaire que tous les créanciers, tant privés que publics, et les pays emprunteurs augmentent la **transparence de la dette**. Le manque de transparence exacerbe le risque d'erreur d'évaluation des risques³⁶. Le « *Cadre commun pour le traitement de la dette au-delà de l'ISSD* »³⁷, qui doit être approuvé par le G20, devrait refléter les principes du G20/IIF et s'inspirer des principes de la CNUCED en matière de transparence³⁸. Tous les créanciers, en particulier les détenteurs d'euro-obligations, les banques privées, les autres entreprises créancières privées et les prêteurs commerciaux chinois doivent participer sur un pied d'égalité afin d'assurer une réinitialisation optimale du passif selon les circonstances propres à chaque pays.

Stimuler la reprise

Un afflux de liquidités à court terme permettra aux pays de se préparer à une nouvelle croissance. L'aide financière accordée au cours de la deuxième phase, lorsque les pays chercheront à stimuler leur économie plus tard en 2021 et en 2022, permettra aux économies africaines de jeter les bases d'une croissance durable à long terme, notamment grâce à la stratégie d'investissement dans la relance verte élaborée par l'Union africaine avec le soutien de l'AUDA-NEPAD (l'Agence de développement de l'Union africaine) et de la Commission économique pour l'Afrique (CEA)³⁹. On trouvera ci-dessous les options que la communauté internationale peut retenir pour aider l'Afrique et les économies en développement du monde entier à réaliser leurs plans.

Une deuxième nouvelle émission d'au moins 500 milliards de DTS (environ 650 milliards de dollars) est essentielle pour soutenir une reprise résiliente et durable. En particulier, avec l'accord des pays membres du FMI, l'allocation des pays développés dans une deuxième émission pourrait être placée dans un fonds fiduciaire d'intérêt public pour financer des investissements dans des biens publics comme les soins de santé⁴⁰ ou d'autres aspects des ODD liés aux biens publics. Ce financement pourrait être directement affecté à des projets par les administrateurs du fonds fiduciaire, ou confié à des gouvernements, les dépenses étant limitées aux biens publics spécifiés⁴¹. Un tel arrangement est juridiquement possible, mais constituerait une nouvelle utilisation des DTS qui nécessite une conception minutieuse afin de garantir la viabilité financière du fonds et sa conformité avec les efforts de financement privé.

Cette injection de capitaux pérennes devrait être complétée par la recapitalisation et la mobilisation des BMD et d'autres banques de développement, y compris la reconstitution des

fonds concessionnels des BMD comme l'IDA, le Fonds asiatique de développement et les Fonds d'investissement climatiques⁴². Ce soutien pourrait être subordonné à la condition que les BMD soutiennent les pays en leur accordant davantage de prêts concessionnels, en veillant à ce que leurs prêts soient compatibles avec les ODD et en s'inspirant également de leurs travaux en cours visant à aligner leurs activités sur l'accord de Paris⁴³. Compte tenu des conditions actuelles, les BMD devraient également investir conjointement avec les pays pour assurer le développement de la chaîne de froid logistique afin de soutenir la distribution des vaccins pour garantir un accès à tous⁴⁴. En avançant la 20^{ème} reconstitution des ressources de l'IDA prévue, il serait possible de fournir ce financement supplémentaire. Sur un plan plus général, un programme audacieux est nécessaire pour toutes les banques publiques de développement, de manière que leurs ressources et leurs mandats incluent un financement mixte évolutif, à ce qu'elles tirent parti de leurs capacités techniques et à ce qu'elles prennent des risques dans le financement de l'innovation⁴⁵. La nouvelle coalition mondiale des banques publiques de développement lancée lors du sommet « Finance en commun » jouera un rôle central, car elle a la capacité de déployer plus de 2 300 milliards de dollars par an⁴⁶.

Là où la pandémie a révélé les faiblesses sous-jacentes à long terme des économies, les programmes soutenus par les facilités de crédit élargies du FMI - la facilité élargie de crédit (FEC) et la facilité d'extension des fonds (FEF) - devraient aborder ces questions tout en se concentrant sur l'avancement des ODD⁴⁷.

La restructuration de la dette sera nécessaire pour certaines économies émergentes et frontalières, soit en raison du risque de difficultés de liquidité prolongées, soit en raison de l'insolvabilité due à une gestion macroéconomique déficiente avant ou pendant la crise. Comme indiqué ci-dessus, il sera primordial que les créanciers

soient traités sur un pied d'égalité et que les pays débiteurs reçoivent le soutien analytique et juridique nécessaire pour s'engager dans des discussions constructives sur la restructuration de la dette. Compte tenu de la nature unique de la crise actuelle et de la nécessité de promouvoir une reprise durable, les transactions sur la dette devront être fondées sur de **meilleures analyses de la viabilité de la dette**. Cela permettrait de reconnaître que les investissements dans le développement durable et la croissance inclusive contribueront en définitive à soutenir la capacité d'un pays à rembourser ses dettes. Cette approche permettrait d'attirer les prêts privés pour des investissements durables et de signaler les risques potentiels liés aux actifs irrécupérables - y compris les passifs éventuels - afin d'éviter des pertes futures, notamment dans des domaines comme la production d'électricité à partir de combustibles fossiles.

La crise a également mis en évidence la nécessité d'un processus plus **ordonné de restructuration des dettes insoutenables, dans la mesure où la dette souveraine est une responsabilité partagée**⁴⁸. Dans un environnement où les chocs corrélés (tels que les pandémies ou le changement climatique) sont de plus en plus nombreux et peuvent pousser un nombre important de pays à restructurer leur dette simultanément, la situation actuelle n'est pas optimale.

Les échanges dette-climat et dette-nature pourraient soutenir les économies qui sont riches en capital naturel et faciliter une plus grande ambition en matière climatique. Dans certains cas, ces échanges pourraient être utilisés pour acheter la dette publique existante⁴⁹. Une tierce partie⁵⁰ rachèterait la dette à un taux actualisé, le produit de ce rachat étant versé à un fonds qui investit dans des projets visant à promouvoir la nature, l'atténuation du changement climatique et/ou l'adaptation à celui-ci. Ces échanges sont particulièrement efficaces lorsque la composition des créanciers est relativement homogène et

qu'elle privilégie les prêteurs bilatéraux⁵¹. De précédentes expériences, comme aux Seychelles⁵², montrent qu'elles ne doivent pas être traitées comme un défaut, car il s'agit d'un rachat. Bien que la proposition n'en soit qu'à ses débuts en Afrique, elle suscite de l'intérêt⁵³. Ces échanges doivent être considérés dans le contexte d'un développement plus large des instruments de financement de la nature/du climat et des obligations liées au ODD, comme indiqué ci-dessous. Ces expériences réussies pourraient également ouvrir la voie à un plus grand nombre d'obligations liées au genre, comme celles récemment émises par le Mexique⁵⁴. Une proposition de relance verte pour l'Afrique se concentrera essentiellement sur trois domaines clés : a) des infrastructures résilientes (axées sur l'énergie), b) la sécurité alimentaire liée à l'économie circulaire ainsi que des échanges commerciaux résilients grâce à la zone de libre-échange continentale africaine et c) des solutions basées sur la nature en investissant dans la réhabilitation et la résilience de l'environnement qui créent immédiatement des emplois.

L'aide à moyen terme aux pays en développement, qu'il s'agisse de financement ou d'allègement de la dette, devrait être complétée par une gestion renforcée des finances publiques. La rapidité des actions nécessaires pour soutenir les pays doit s'accompagner d'un contrôle rigoureux de la gouvernance, où le secteur public et privé et les citoyens conjuguent leurs efforts, en tirant parti des nouvelles technologies⁵⁵ et en s'appuyant sur les meilleures pratiques⁵⁶. L'extension des évaluations des dépenses publiques et de la responsabilité financière (PEFA) axées sur la réalisation des ODD viendrait compléter ces mécanismes⁵⁷. Les citoyens ont un rôle clé à jouer pour « suivre l'argent »⁵⁸ - suivre les flux grâce à des budgets et des contrats ouverts⁵⁹.

Pour les pays qui ne peuvent toujours pas accéder aux marchés des capitaux, un fonds de financement de la transition ou de transition équitable permettrait de réaliser

des investissements et de rétablir l'accès aux marchés des capitaux⁶⁰. Constitué d'un mélange de financement concessionnel et commercial, il permettrait de réaliser les investissements nécessaires au développement d'économies modernes. Ces fonds sont un objectif clé de la COP26 et de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique (CDB) en 2021, car ils permettraient de soutenir une transition énergétique et naturelle juste. Pour ce faire, les partenaires du développement doivent améliorer la qualité de l'APD- et non en réduire le montant, notamment en se concentrant sur le soutien à l'amélioration du crédit pour les investissements du secteur privé dans les énergies et les infrastructures propres. Cela est particulièrement important en Afrique, où les taux de défaut de paiement dans le financement de projets ont été historiquement faibles et le retour sur investissement élevé⁶¹.

Réinitialiser : Vers un avenir inclusif, résilient face au changement climatique et durable

Au fur et à mesure que les pays se relèveront en 2021, ils auront besoin de systèmes leur permettant de réaliser leur potentiel économique de manière résiliente et durable.

Dans cette **troisième phase**, le financement vise à leur donner les outils nécessaires pour mener leur reprise économique et favoriser une croissance durable qui sera conforme aux ODD et à l'accord de Paris- ce qui se traduira par une décennie de réalisations jusqu'en 2030

Le développement des marchés obligataires liés aux ODD et un rôle plus actif du secteur privé,

ainsi que des instruments combinant des produits réservés et des rapports sur les résultats, pourraient contribuer à mobiliser les créanciers privés pour soutenir l'investissement dans les biens publics

tout en augmentant l'univers d'investissement potentiel pour les fonds ESG qui sont axés sur les marchés émergents. Il y a plus de 10 000 milliards de dollars de capitaux liés aux questions ESG à la recherche d'un rendement, et l'Alliance mondiale des investisseurs pour le développement durable (GISD) pourrait être un élément important de l'architecture de la relance si les transactions sont identifiées et structurées de manière à répondre aux besoins des entreprises.

Divers mécanismes de soutien des IFI peuvent réduire les risques pour le secteur privé et fournir une protection supplémentaire à l'emprunteur⁶², en réduisant le niveau et le caractère cyclique des coûts de financement. Ces mécanismes pourraient consister en une nouvelle obligation souveraine, émise par un pays avec une garantie directe⁶³, ou en une structure de fonds souscrite par une tranche de capitaux propres ou de dette de second rang des IFI, qui attirerait l'investissement privé⁶⁴. Ces innovations ont déjà prouvé qu'elles pouvaient attirer de nouvelles catégories d'investisseurs. Les obligations indexées sur les ODD seraient liées à la présentation de rapports sur les résultats des dépenses consacrées aux ODD, conformément aux réformes de la gestion des finances publiques décrites ci-dessus⁶⁵. Les performances en matière de nature et de climat constitueront une catégorie particulièrement critique, dans laquelle la structuration de ces instruments liés aux résultats devrait être axée sur les gains réels de productivité, de croissance et d'équité à long terme. La mobilisation du secteur privé sera essentielle pour accélérer le développement de ces marchés. Pour y parvenir, le développement d'une taxonomie solide des investissements des ODD devrait commencer au début de l'année 2021.

Une première phase réussie de la LSF devrait évoluer vers la phase 2 de la LSF. Les investissements ayant un impact sur la croissance, comme le démontre l'adhésion croissante et forte aux Global Investors for Sustainable Development,

offrent une opportunité d'investissements transformationnels dans des secteurs critiques qui se traduisent par des gains multiples pour la société, l'économie et l'environnement. Les déficits en matière de demande d'énergie et d'infrastructures en Afrique offrent des opportunités uniques aux investisseurs d'impact, et même au secteur privé dans son ensemble, avec le soutien approprié, notamment le rehaussement de crédit et la philanthropie, par la prise de risques précoces sur de nouveaux marchés.

Pour que les obligations puissent être utilisées comme garantie, elles doivent répondre à certains critères relatifs à l'utilisation de leur produit, par exemple contribuer à des biens publics tels que l'initiative ODD 7 pour l'Afrique de la CEA relative à l'énergie propre - où il existe une multitude de projets prêts à démarrer⁶⁶. Au-delà du soutien des liquidités à court terme en période de tensions sur les marchés ou de chocs exogènes, la LSF élargie jouerait un rôle clé dans le développement plus large des options de financement pour les économies émergentes et frontalières. Un mécanisme de stabilisation crédible, soutenu par le G20, qui réduirait la volatilité des obligations sous-jacentes et des devises des marchés émergents, pourrait augmenter les rendements ajustés aux risques des investisseurs et attirer des formes supplémentaires de capitaux privés. Cela permettrait également de **développer davantage les marchés en monnaie locale**, dont l'approfondissement crée un cercle vertueux de réduction de la vulnérabilité des bilans au fil du temps.

L'arsenal des outils de surveillance du FMI devrait être renforcé en y intégrant la durabilité et les facteurs de chocs. En veillant à ce que les outils, tels que les consultations annuelles au titre de l'article IV organisées avec chaque pays et le programme d'évaluation du secteur financier⁶⁷, tiennent compte de la viabilité et des principaux facteurs de chocs (par exemple, les mouvements transfrontaliers d'actifs numériques, les effets

macroéconomiques du changement climatique⁶⁸, la volatilité des flux de capitaux à court terme et les pandémies⁶⁹), la surveillance permettrait de faire face aux risques liés à la transition⁷⁰, un élément clé de la réalisation de l'initiative ODD 7 pour l'Afrique de la CEA.

Ces évaluations viendront compléter la mise en place de **filets de sécurité préventifs** qui seront précieux car certains risques futurs seront inévitables au niveau systémique, même s'ils ne sont pas entièrement prévisibles à un niveau spécifique. Il est de plus en plus évident que des phénomènes météorologiques plus fréquents et plus extrêmes affecteront l'Afrique et toutes les économies en développement dans les années à venir. Ces phénomènes pourraient conduire à une situation dans laquelle un nouveau choc économique serait ingérable et viendrait s'ajouter aux vulnérabilités existantes. Le financement de la prévention et de la compensation des impacts économiques du changement climatique a été principalement débattu au sein du forum de la CCNUCC, mais a suscité des controverses et a été difficile à résoudre. Les gouvernements doivent donner une nouvelle dimension à cette discussion et examiner des **mécanismes multilatéraux de mutualisation des risques** afin d'éviter ou de résoudre rapidement les crises économiques nationales aiguës à l'avenir⁷¹. Cette discussion peut s'appuyer sur des plateformes existantes

comme la mutuelle panafricaine de gestion des risques « *Africa Risk Capacity Mechanism* ».

À ce troisième stade de la reprise, il sera temps de se pencher à nouveau **sur l'augmentation des recettes, la réforme budgétaire et la lutte contre la fuite illicite des capitaux**, qui n'étaient pas prises en compte lors des phases précédentes. Cela pourrait inclure une meilleure gestion des finances publiques et la prévention des fuites, la rectification des dépenses non soutenables, comme les subventions aux combustibles fossiles, et l'introduction de taxes innovantes. Un exemple est la taxe sur les services numériques que le Forum africain de l'administration fiscale a mis en place, l'économie numérique en Afrique étant en effet un secteur qui a été moins touché par la crise. Cela s'appuierait également sur le projet de l'OCDE sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, qui vise à aider les pays à accroître leur revenu intérieur. Grâce aux rapports présentés par les pays, la suppression des juridictions opaques aidera les pays à lutter contre les flux financiers illicites⁷², dont on estime qu'ils représentent le double du montant de l'APD reçue par les pays africains. Cela constituerait une contribution précieuse aux budgets africains et améliorerait la confiance des contribuables. Les initiatives de transparence comme l'Initiative relative à la transparence des industries extractives (ITIE) devraient être encouragées.

Conclusion

La COVID-19 provoque des chocs corrélés dans les économies en développement. Le système actuel de réponse au surendettement n'est tout simplement pas en mesure d'y faire face. La communauté internationale a la possibilité de faire face à ces chocs et de mettre les pays en développement, ainsi que l'économie mondiale, sur une trajectoire plus résiliente.

Dans cette crise, les pays sont touchés économiquement, qu'ils soient ou non entrés dans la crise avec des fondamentaux macroéconomiques solides. Au cours des deux dernières décennies, l'Afrique a amélioré de manière significative ses fondamentaux macroéconomiques, a progressé dans la mise en œuvre des ODD et travaille à la réalisation de la vision d'Afrique 2063. Ces progrès sont maintenant menacés par un choc exogène et les conséquences d'un système économique qui n'est pas de son fait. La nature prolongée de cette crise comporte le risque de laisser des séquelles

sur le plan économique, ce risque étant amplifié par la relative jeunesse de la main-d'œuvre africaine. Le potentiel du continent à être un moteur important de la croissance économique ne peut être atteint si la crise actuelle n'est pas résolue.

Une réponse rapide et forte permettra aux économies en développement de se stabiliser et de se reconstruire pour tenir leurs promesses. En agissant immédiatement pour accroître les liquidités et remédier à l'insolvabilité, la communauté internationale peut ramener les pays sur la trajectoire d'une croissance durable. Le financement de la relance permettra également de canaliser les fonds vers les biens communs mondiaux, tels que le changement climatique et les ODD. Enfin, le renforcement de l'architecture financière internationale offrira un filet de sécurité financière aux pays tout en façonnant l'économie mondiale de demain.

REMERCIEMENTS

Le présent rapport a été préparé sous la direction générale de Vera Songwe, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique (CEA).

L'équipe chargée du rapport était composée de Jean-Paul Adam, Bartholomew Armah, Linus Mofor, Christine Achieng Awiti de la CEA, Dileimy Orozco et Ronan Palmer de l'E3G, Jamie Drummond et Michael Hugman du ClIFF. Un soutien a été apporté par un grand nombre d'agences, les ministres africains des finances et du développement, et s'est appuyé sur les discussions riches des réunions de l'initiative « Financement du développement à l'ère de COVID-19 et au-delà », présidée par le Premier ministre du Canada, Justin Trudeau, le Premier ministre de la Jamaïque, Andrew Holness, et le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres.

Nous souhaitons également remercier tout particulièrement les institutions suivantes pour leur soutien et leurs conseils lors de la préparation de ce rapport : Brookings Institute, Center for Global Development, Global Poverty Project, Initiative for Policy Dialogue at Columbia University, International Institute for Environment and Development, Gates Foundation, PIMCO, Overseas Development Institute, ONE, la Fondation européenne pour le climat, Lion's Head Global Partners et Finance for Biodiversity Initiative (F4B).

Ce rapport a été préparé pour être publié par le Centre des publications et de la gestion des conférences de la Commission économique pour l'Afrique.

ANNEXE 1: RÉFÉRENCES

- 1 Willem et Velde, (2020). **Promoting sustainable development: building back better with the help of the Development Finance Institutions.**
- 2 <https://www.imf.org/en/Publications/REO/SSA/Issues/2020/10/22/regional-economic-outlook-sub-saharan-africa>
- 3 WBG (2020). **Reversals of Fortune. Poverty and Shared Prosperity**
- 4 Abebe Aemro Selassie (2020). **Vers une reprise difficile en Afrique subsaharienne.** IMFBlog.
- 5 Orozco, D (2020). **Debt relief focus risks crippling the economy recovery**
- 6 L'Agence internationale de l'énergie estime que 20 années de progrès dans l'amélioration de l'accès à l'énergie ont été réduites à néant, AIE (2020). Perspectives de l'économie mondiale. Selon Save the Children, l'augmentation de la pauvreté due aux conséquences de la pandémie risque de priver 10 millions d'enfants de leur scolarité. Sur les douze pays qui sont identifiés comme présentant un risque extrême de ne pas atteindre l'ODD4 (éducation pour tous), neuf se trouvent en Afrique. Save the Children (2020). Save Our Education : Protéger le droit de chaque enfant à l'apprentissage dans le cadre de la riposte et de la reprise post-COVID-19.
- 7 La capacité d'un gouvernement à fournir des ressources à des fins publiques sans compromettre la viabilité budgétaire. IMF **Back to Basics - Fiscal Space: What It Is and How to Get It**
- 8 FMI (2020). **Regional Outlook for Sub-Saharan Africa**
- 9 Par exemple, Fitch a récemment déclassé la dette à long terme du Maroc en obligations à haut risque en réponse aux plans du gouvernement pour stimuler l'économie et mettre en place un système de santé universel face à la pandémie. Pour en savoir plus : <https://www.moroccoworldnews.com/2020/10/323473/fitch-ratings-downgrades-moroccos-default-rating-to-junk-bond/>
- 10 Arkebe Oqubay (2020). **'Will the 2020s be the decade of Africa's economic transformation?'** *Overseas Development Institute.*
- 11 Neil Munshi (2020). **Africa must boost internal trade to recover from Covid slump, AU says.** Financial Times.
- 12 KNOMAD (2020). **Phase II:COVID-19 Crisis through a Migration Lens.**
- 13 Ahmed, M. (2020). **'Act Now to Preserve Development Gains in a Post-COVID World'.** *Center for Global Development.*
- 14 Bond (2020). **UK aid cuts: what's being prioritised and what we still need to know**
- 15 Watkins, K. (2020). **Delivering Debt Relief for the Poorest.** IMF, Finance and Development Magazine.
- 16 Union africaine (2020). **Revue de la notation souveraine de l'Afrique**
- 17 FMI (2020). **Regional Outlook for Sub-Saharan Africa**
- 18 Akhtar, S. et al (2020). **'The Need for Debt-for-Climate Swaps'.** *Project Syndicate.*
- 19 Hulsen, I and Bidder, B (2020). **'Many Businesses Are In Sectors That Aren't Going To Recover Recover'.** Spiegel.

20 Mabey, N., Dimsdale, T. (2018). **MENA Stability in a Changing Climate – A Transatlantic agenda on preventative investment**

21 Watkins, K. (2020). **Delivering Debt Relief for the Poorest**. IMF, Finance and Development Magazine.

22 Union africaine. **Agenda 2063 : L'Afrique que Nous Voulons**.

23 Homi, K and Dooley m. (2020). **Sustainable development finance proposals for the global COVID-19 response**; G30 (2020). **Sovereign Debt and Financing for Recovery. After the COVID-19 Shock**; UNECA. Liquidity and Sustainability Facility Proposal. In addition to another resources..

24 Plus d'informations à l'adresse : <https://uk.reuters.com/article/us-g20-debt/g20-finance-officials-set-nov-13-meeting-to-finalize-debt-framework-sources-idUKKBN27E3BI>

25 La DSSI a été proposée en avril 2020, dans le but d'alléger la dette de 76 économies émergentes sous la forme d'un report du paiement des intérêts au moins jusqu'à la mi-2021. Elle a été proposée par le G20 sur une base « descendante ». Elle n'a pas donné les résultats escomptés et requis. L'éligibilité à la DSSI étant basée sur le revenu par habitant plutôt que sur la vulnérabilité, elle n'est pas adaptée à cette crise. Comme il s'agit d'un processus volontaire, différentes catégories de créanciers ont été réticentes à participer à cette initiative. Elle est manifestement insuffisante pour relever les défis d'une crise sanitaire grave et prolongée, et la reprise mondiale exige que la communauté internationale adopte un éventail de solutions plus large et plus imaginatif. En effet, même selon ses propres termes, elle est inappropriée pour certains pays de l'IDA qui ne sont pas confrontés à une crise de liquidité imminente et qui ont encore accès aux marchés internationaux, mais qui font néanmoins face à une crise pluriannuelle qui ébranlera considérablement leurs économies.

26 IIF (2020). **G20 DSSI Template Waiver Letter of Agreement**.

27 G30 (2020). **Sovereign Debt and Financing for Recovery. After the COVID-19 Shock**.

28 Cela devait permettre d'accueillir de nombreux pays de l'ex-Union soviétique. Gilse, M. and Kangas, M (2020) **Special Drawing Rights –the role as a global reserve asset, the Riksbank's experience and the way forward**. Economic Commentary. Financial Stability Department

29 Songwe, V. (2020). **'Africa needs its own 'repo' market'**. *Financial Times*

30 E3G (2019). **Banking on Asia Alignment with the Paris Agreement at six Development Finance Institutions**.

31 Humphrey, C (2020). **All hands-on deck: how to scale up multilateral financing to face the Covid-19 crisis**

32 Alors que les pays se débattent face aux énormes ressources financières nécessaires pour lutter contre la COVID-19 dans un contexte de liquidités et de marge budgétaire limitées, les banques publiques de développement sont intervenues pour fournir les ressources nécessaires afin d'atténuer l'impact de la pandémie sur les secteurs critiques de l'économie. La plupart des BPD se concentrent sur le financement des produits médicaux et pharmaceutiques et ont intégré les effets de la COVID-19 dans leur stratégie à court et moyen terme, créé un fonds COVID-19 dédié pour aider au financement des interventions dans le secteur de la santé, ainsi que pour soutenir l'achat de fournitures médicales essentielles et d'autres biens essentiels visant à réduire l'impact de la COVID-19. (CEA, 2020. « *Positioning African Public Development Banks for the Post COVID-19*

Recovery ». Exposé de position préparé par la Division Macroéconomie et Gouvernance pour le Sommet Finance en Commun, 9-12 novembre 2020.)

33 Stephany Griffith-Jones , Régis Marodon, José Antonio Ocampo, Jiajun Xu (2020). **The Age of Public Development Banks Has Arrived**

34 Duggan, J., Morris, S., Sandefur, J., and Yang, G. (2020). **New Data Show the World Bank's COVID Response Is Too Small and Too Slow**

35 Fisher M, and Mazarei, A. (2020). **A Possible IMF Pandemic Support Facility for Emerging-Market Countries.**

36 Hulsén, I and Bidder, B (2020). **'Many Businesses Are In Sectors That Aren't Going To Recover Recover'**. Spiegel.

37 Paris Club (2020). **Extension of DSSI and common framework for debt treatments**

38 CNUCED (2015). **United Nations lays down clear principles in tackling sovereign debt**

39 En janvier 2021, l'Union africaine, soutenue par la CEA, présentera une stratégie d'investissement de relance verte décrivant comment le continent peut s'appuyer sur des investissements plus importants dans le capital humain avec des investissements accrus dans le capital naturel, des investissements accélérés dans l'énergie propre et les infrastructures, ainsi que dans la santé et l'éducation, qui tireront parti de l'énorme avantage comparatif de la région en matière d'énergies renouvelables, de biodiversité et de jeunesse pour opérer une révolution verte et bleue des moyens de subsistance, axée sur la production, la croissance et l'amélioration des moyens de subsistance.

40 Plant, M (2020). **Making the IMF's Special Drawing Rights Work for COVID-19 Economic Relief**

41 Stiglitz, (2020). **Internationalising the Crisis.**

42 E3G (2018). **Sustainable Infrastructure and the Multilateral Development Banks: Changing the Narrative..**

43 E3G(2020). **Public Bank Climate Tracker Matrix**

44 Orozco, D (2020). **Cooling the health sector**

45 <https://www.project-syndicate.org/commentary/public-development-banks-sustainable-inclusive-growth-by-stephany-griffith-jones-et-al-2020-11>

46 See: <https://financeincommon.org/why-finance-in-common>

47 Par exemple, en réponse aux chocs climatiques ou aux tensions financières découlant de la transition énergétique

48 E3G (2020). **Fire Sale. Managing the Geopolitics of Climate-Related Financial Risk in the Age of Covid**

49 IIED (2020). **Tackling the triple crisis. Using debt swaps to address debt, climate and nature loss post-COVID-19**

50 Kennedy, M. (2018). **Seychelles Finds A Novel Way To Swap Its Debt For Marine Protections**

51 Seychelles News Agency (201). **Swapping Seychelles debt for ocean conservation – milestone agreement reached with Paris Club creditors**

52 Kennedy, M. (2018). **Seychelles Finds A Novel Way To Swap Its Debt For Marine Protections**

53 Président de la République de Namibie, déclaration de S.E. Dr. Hage G. Geingob, lors de l'événement de haut niveau sur le financement du développement à l'ère de la COVID-19 et au-delà (29 septembre 2020) "Dans le but de faciliter l'évolution nécessaire de notre structure économique, la Namibie entend développer une série d'outils financiers innovants, notamment les obligations vertes et bleues, les obligations de transition et les crédits carbone internationaux. Nous soutenons les échanges dette-climat et nous nous efforçons de créer les conditions nécessaires à la recherche et au développement en Afrique pour permettre le déploiement d'innovations adaptées au contexte local."

54 Reuters Staff (2020). **Mexico issues 'world's first' sovereign bond linked to U.N. sustainability goals**

55 Drummod, J and Thiam, T. (2020). **COVID-19: arming Africa with a debt, aid and open digital delivery partnership**

56 Par exemple, le fonds virtuel pour la réalisation des OMD établi au Nigeria pour gérer les produits de l'allègement de la dette du Club de Paris en 2004/5. Ce mécanisme a permis d'améliorer les contrôles comptables, la planification budgétaire participative pluriannuelle ancrée sur les OMD, ainsi qu'un suivi et une évaluation solides. UCL. **Monitoring and Evaluation for Accountability: The Case of Nigeria's Virtual Poverty Fund**

57 Voir : <https://www.pefa.org/news/pefa-and-sustainable-development-goals>

58 Voir : <https://followcovidmoney.com/>

59 Voir : <https://www.opengovpartnership.org/campaigns/open-response-open-recovery/>

60 Forrest, N (2020). **Just Transition Transaction case study – towards energy equity.** University of Cape Town; Meridian Economics (2020). **The Role of The Transition Finance for Climate Mitigation.**

61 Les investissements qui ont un impact sur la croissance, comme le démontre l'adhésion croissante et forte aux Global Investors for Sustainable Development, offrent une opportunité d'investissements transformationnels dans des secteurs critiques qui se traduisent par des gains multiples pour la société, l'économie et l'environnement. Les déficits de la demande d'énergie et d'infrastructures en Afrique offrent des opportunités uniques aux investisseurs d'impact, et même au secteur privé dans son ensemble, avec le soutien approprié, y compris l'amélioration du crédit et la philanthropie, par la prise de risques anticipés sur de nouveaux marchés

62 FMI (2020). **The International Architecture for Resolving Sovereign Debt Involving Private-Sector Creditors Recent Developments, Challenges, And Reform Options**

63 Des précédents existent pour des actions similaires : Banque mondiale (2015). **New World Bank Guarantee Helps Ghana Secure \$1 Billion, 15-Year Bond**; World Bank (2019). **Guaranteeing Success in Benin: A First-of-its-Kind Policy-Based Guarantee Unlocking Commercial Financing in Africa**

64 <https://www.imperial.ac.uk/business-school/faculty-research/research-centres/centre-climate-finance-investment/research/converting-emerging-markets-green-financeamundi-and-the-ifc/>

65 Des précédents existent pour des actions similaires : World Bank (2015). **New World Bank Guarantee Helps Ghana Secure \$1 Billion, 15-Year Bond**; World Bank (2019). **Guaranteeing Success in Benin: A First-of-its-Kind Policy-Based Guarantee Unlocking Commercial Financing in Africa**

66 UNECA. **SDG7 Initiative Africa Investing Clean Energy.**

67 Gallagher, K, Gao, H., Kring, W., Ocampo, J., Volz, U. (2020). **Safety First: Expanding the Global Financial Safety Net in Response to COVID-19.**

68 Dimsdale, T., Healy, C. Orozco, D. (2020). **Fire Sale. Managing the Geopolitics of Climate-Related Financial Risk in the Age of COVID.**

69 Gallagher, K, Gao, H., Kring, W., Ocampo, J., Volz, U. (2020). **Safety First: Expanding the Global Financial Safety Net in Response to COVID-19.**

70 Mainhart, M and Sinani, N (2020). **Build Back Better? IMF's Policy Advice Hampers Green COVID-19 Recovery**


71 E3G (2020). **A Vision for Sustainable Finance in Europe. Resilience chapter.**

72 Homi, K and Dooley m. (2020). **Sustainable development finance proposals for the global COVID-19 response**



Construire ensemble l'avenir

Financer une reprise durable
pour l'avenir de tous

 Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique